



© S. Bouvier-Gaz

AVANT-PROPOS LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES DÉPARTEMENTS ET COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER

Suite à la crise financière survenue aux États-Unis à l'été 2007, accompagnée de la crise économique qui s'est propagée à l'ensemble des régions au deuxième semestre de l'année 2008, un redémarrage de l'activité mondiale a été observé et s'est consolidé au cours de l'année 2009. L'amélioration du climat des affaires constaté dans les pays avancés au second semestre 2009 s'explique en grande partie par l'amélioration des conditions financières et par les plans de relance mis en œuvre. Le rebond de la demande des pays émergents a permis au commerce mondial de redémarrer après deux trimestres de chute. L'inflation s'est inscrite dans une tendance baissière sous l'effet conjugué d'une moindre demande, de la hausse du chômage et de la baisse du prix de l'énergie.

Aux États-Unis, les chiffres de la croissance du quatrième trimestre (+5,7 % en rythme annualisé, après 2,2 % au troisième trimestre) ont permis de limiter le recul du PIB à 2,4 % sur l'ensemble de l'année 2009. Ce retour à la croissance en fin d'année est le résultat du plan de relance fiscal et du ralentissement du déstockage des entreprises. Si l'investissement des entreprises a progressé après plus d'un an de baisse, l'augmentation de la consommation des ménages tend se modérer.

Sur l'ensemble de l'année 2009, le PIB japonais s'est contracté de 5 % en volume (le plus fort repli observé depuis 1955) en raison de la forte baisse enregistrée au premier trimestre. Au quatrième trimestre, la croissance japonaise s'est révélée supérieure aux prévisions (+4,6 % en rythme annualisé), stimulée par des exportations bien orientées et surtout par la reprise des investissements des entreprises ainsi que par une consommation finale robuste.

Dans la zone euro, le PIB a enregistré une diminution de 4 % en moyenne sur l'année 2009. La croissance a été très faible en fin d'année (+0,1 % au quatrième trimestre après +0,4 % le trimestre précédent), en raison notamment d'une stagnation constatée en Allemagne où une croissance nulle a été observée au dernier trimestre 2009. La production industrielle de la zone est en phase de reprise au second semestre, mais elle se situe en retrait en fin d'année, avec une baisse de 1,7 % en décembre. Le taux de chômage a continué de progresser pour atteindre 10 % en décembre 2009.

L'économie française s'est distinguée au sein de la zone euro par une croissance relativement soutenue au quatrième trimestre (+0,6 %, soit 2,5 % en rythme annuel). Sur l'ensemble de l'année 2009, le PIB a chuté de 2,2 %, soit la baisse la plus forte depuis l'après-guerre mais une baisse moins importante que la moyenne de la zone euro. L'investissement des entreprises a continué à décroître et le commerce extérieur s'est contracté en raison de l'effet combiné de la baisse des exportations et des importations. Le solde de la balance commerciale s'est amélioré par rapport à 2008. La consommation des ménages a limité la chute du PIB. La production a été stimulée par les secteurs de l'énergie et des services aux entreprises. Sur un an, l'emploi a enregistré un repli de 2,5 % et l'inflation reste modeste (0,9 % sur un an en décembre) malgré une hausse des prix un peu plus forte en fin d'année.

Dans les départements et collectivités d'outre-mer (DCOM), le début de l'année 2009 a été marqué par la poursuite du ralentissement de l'activité qui avait débuté au second semestre de l'année 2008, affectant la quasi-totalité des secteurs marchands.

Aux Antilles, les mouvements sociaux du premier trimestre 2009, dans le contexte d'une conjoncture internationale dégradée, ont durement affecté l'activité économique de nombreux secteurs (BTP, tourisme...), déjà fragilisés par le ralentissement conjoncturel. Ce ralentissement risque d'accroître la tendance baissière du taux de croissance déjà observée en 2008 par rapport aux années précédentes à la Guadeloupe (+1,1 % en 2008 après +2,6 % en 2007) et à la Martinique (-0,3 % en 2008 après +0,9 % en 2007).

Rompant le dynamisme des deux dernières années, la conjoncture économique de la Guyane a enregistré une nette inflexion à partir du quatrième trimestre 2008, liée à la fois à des facteurs locaux et à l'environnement international. L'investissement des

entreprises est resté toutefois relativement porteur du fait du déplacement d'un certain nombre d'investissements des Antilles vers la Guyane, à la suite du mouvement social du début d'année, et grâce au soutien de la commande publique.

À La Réunion, si la quasi-totalité des secteurs affichent une dégradation de leur activité, le secteur du BTP a été particulièrement touché par la chute de la commande publique avec l'achèvement des grands chantiers. La situation de l'emploi s'est dégradée et le taux de chômage a augmenté de 2,7 points en un an, atteignant 27,2 % en 2009 (après 24,5 % en 2008).

Le ralentissement de l'économie mahoraise, déjà perceptible au dernier trimestre 2008, s'est accentué en 2009. La consommation des ménages montre des signes d'essoufflement et l'investissement des entreprises demeure mal orienté au dernier trimestre 2009.

La conjoncture économique de Saint-Pierre-et-Miquelon est en retrait en 2009 par rapport à l'année précédente. L'inflexion de l'activité de l'archipel semble davantage liée à des facteurs internes; les dysfonctionnements du transport maritime en passagers ont fortement pénalisé la fréquentation touristique et les activités des commerces et de la restauration.

Enfin, les économies de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, fondées principalement sur le tourisme, ont souffert de la chute de la fréquentation observée depuis fin 2008, liée à l'atonie du marché américain qui représente 70 % des touristes dans les deux collectivités.

Excepté à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, la dégradation des indicateurs de consommation et d'investissement s'est atténuée en fin d'année et les économies des DCOM semblent montrer des signes de reprise au quatrième trimestre 2009.

Activité et population

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	La Réunion	Mayotte	Saint-Pierre-et-Miquelon	Saint-Martin	Saint-Barthélemy	Métropole
Population (en milliers) Source : INSEE estimations 2009	404	229	402	817	186 (1)	6,1 (1)	35,7 (2)	8,4 (2)	64 321
Taux de chômage Source : INSEE enquête emploi 2009	23,5 % (3)	20,5 %	22 % (3)	27,2 %	26,4 % (4)	10 % (5)	26,5 % (6)	3,2 % (2)	9,1 % (3)
Superficie (en km ²) Source : INSEE	1 702	84 000	1 100	2 520	374	242	90	21	544 000
PIB régional par habitant (en euros, à prix courants) Source : INSEE et CEROM 2007	17 400	14 100	19 107	17 146	3 960 (7)	26 073 (8)	14 500 (9)	26 000 (9)	29 765 (10)

(p) : Provisoire.

(1) Source : INSEE Recensement 2007.

(2) Source : INSEE Recensement 2006.

(3) Dernière donnée disponible : deuxième trimestre 2009.

(4) Dernière donnée disponible : 2007.

(5) Source : INSEE Recensement 2006 : part des chômeurs déclarés dans la population active.

(6) Source : INSEE Recensement 1999.

(7) Source : CEROM, estimation pour l'année 2001.

(8) Source : CEROM, estimation pour l'année 2004.

(9) Source : CEROM, estimation pour l'année 1999.

(10) Source : INSEE, estimation 2007 pour la France entière.

L'INDICATEUR DU CLIMAT DES AFFAIRES (ICA)

L'indicateur de climat des affaires s'interprète comme une mesure du climat des affaires tel qu'il est perçu par les chefs d'entreprises du secteur marchand¹. Par construction, il est centré sur sa moyenne normée à 100².

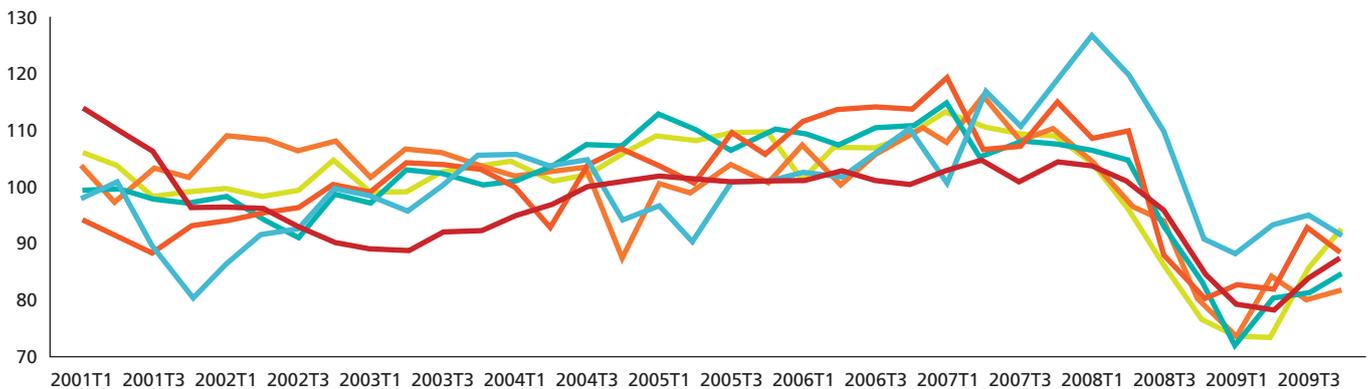
Une valeur inférieure à 100 s'interprète comme un jugement défavorable des chefs d'entreprises sur le climat des affaires; inversement, une valeur supérieure à 100 s'interprète comme un jugement favorable. Une augmentation (baisse) de l'ICA signale une amélioration (dégradation) de l'opinion des chefs d'entreprises sur le climat des affaires. Si l'ICA est inférieur à 100, une augmentation s'interprète comme un jugement moins défavorable; s'il est supérieur à 100, une baisse s'interprète comme un jugement moins favorable.



© Phovoir

Martinique

Indicateur du climat des affaires



La Réunion Guadeloupe Martinique Mayotte Guyane Métropole (services marchands moyenne)

Source : Enquêtes de conjoncture IEDOM-IEOM et enquête Services Banque de France

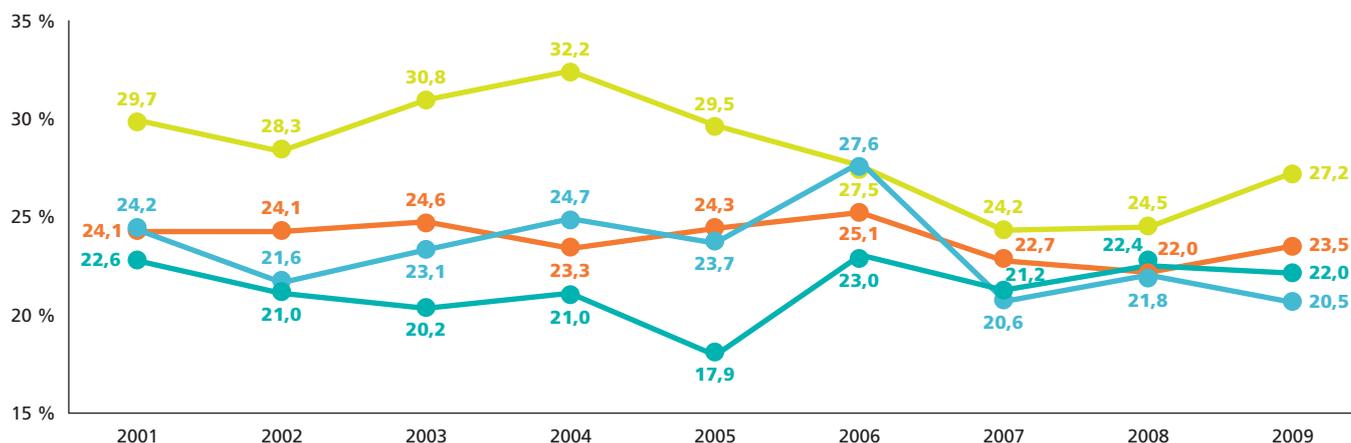
L'EMPLOI

Prolongeant la tendance observée au dernier trimestre 2008, la dégradation du marché de l'emploi s'est poursuivie au cours de l'année 2009 dans l'ensemble des géographies. L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi a été particulièrement vive à La Réunion. Ces évolutions portent un coup d'arrêt à la baisse tendancielle du taux de chômage observée dans les DOM en 2006 et 2007. Selon l'enquête emploi de l'INSEE, le taux de chômage a fortement augmenté à La Réunion (27,2 % en 2009 après 24,5 % en 2008) et, dans une moindre mesure, à la Guadeloupe (23,5 % au deuxième trimestre 2009 après 22 % en 2008). Les chiffres relatifs à la Guyane et la Martinique (respectivement 20,5 % et 22 % au deuxième trimestre 2009)

montrent une évolution favorable. Cependant, le taux de chômage reste très élevé comparé au taux de chômage observé en France métropolitaine (9,6 % en 2009 après 7,3 % en 2008).

Sur l'ensemble de l'année, le nombre de demandeurs d'emploi a fortement augmenté dans l'ensemble des géographies (sauf à Saint-Pierre-et-Miquelon), cette hausse atteignant 24 % à La Réunion. La progression du nombre d'allocataires du RMI observée aux Antilles et en Guyane a été de moindre ampleur que celle des demandeurs d'emploi; malgré la dégradation de la situation de l'emploi, le nombre de bénéficiaires du RMI est demeuré stable à La Réunion entre 2008 et 2009.

Évolution annuelle du taux de chômage



Guadeloupe Guyane Martinique La Réunion

Source : Enquêtes Emploi INSEE

Demands d'emploi en fin de mois

	2005	2006	2007	2008	2009	Variations 2009/2008
Guadeloupe	48 720	47 710	44 560	46 120	51 460	11,6 %
Guyane	13 290	11 980	11 700	12 830	14 620	14,0 %
Martinique	37 540	35 370	34 460	35 080	39 530	12,7 %
Mayotte						
La Réunion	86 420	77 490	72 130	81 610	101 180	24,0 %
Saint-Pierre-et-Miquelon (1)	252	250	297	334	303	-9,3 %
Total 4 DOM	185 970	172 550	162 850	175 640	206 790	17,7 %
France	2 616 240	2 305 220	2 053 710	2 257 790	2 681 440	18,8 %

(1) DEFM de catégorie 1 pour Saint-Pierre-et-Miquelon.

Nombre moyen de foyers allocataires du RMI en fin d'année (1)

	2005	2006	2007	2008	2009	Variations 2009/2008
Guadeloupe	34 693	33 352	30 002	27 535	28 994	5,3 %
Guyane	12 847	12 222	11 815	10 107	10 501	3,9 %
Martinique	32 504	31 916	30 753	28 168	28 630	1,6 %
La Réunion	75 011	73 315	66 504	63 902	63 938 (2)	0,1 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	23	24	31	28	26	-7,1 %
France	1 266 000	1 256 000	1 155 000	1 121 000		

(1) La collectivité de Mayotte n'est pas concernée par le RMI.

(2) Chiffre de novembre 2009.

ND : Non Disponible

Source : CNAF, Fichier FILEAS

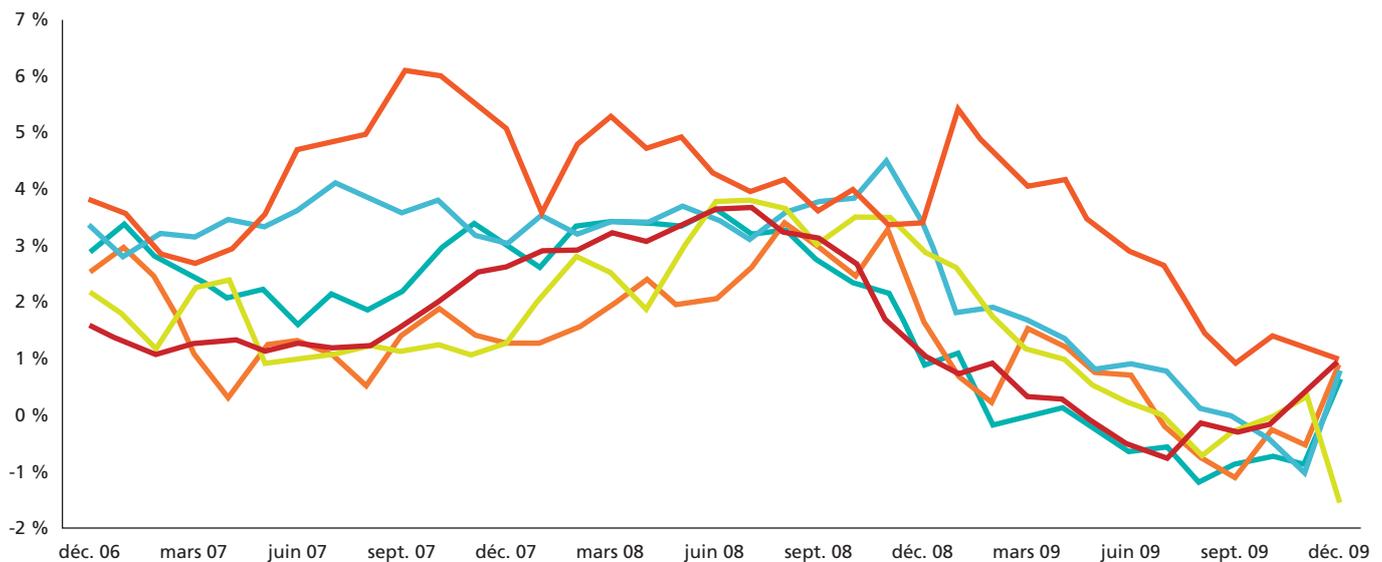
1 Il résume, à partir d'une analyse en composantes principales, l'information contenue dans les principaux soldes d'opinion de la vue d'ensemble de l'enquête de conjoncture. 2 et réduit sur son écart-type, normé à 10.

LES PRIX

Dans l'ensemble des DCOM, l'inflation a été contenue en 2009. Après un point bas atteint à l'été 2009, les indices des prix à la consommation se sont redressés en fin d'année, suivant avec un léger décalage le mouvement observé dans la France entière. Le fléchissement de l'activité, ainsi que les répercussions de la baisse des cours du baril de pétrole sur les prix de l'énergie, ont globalement contribué au ralentissement de la hausse des prix. À Mayotte, après deux années de forte inflation, la hausse des prix a retrouvé un niveau proche de celui de l'ensemble des DOM et de la France métropolitaine.

En décembre, les taux d'inflation sont partout redevenus positifs en glissement annuel et s'établissent à +0,7 % à la Martinique, +0,8 % en Guyane, +0,8 % à la Guadeloupe, +0,2 % à La Réunion, +0,9 % à Mayotte et -0,8 % à Saint-Pierre-et-Miquelon. Globalement, le poste « services » et, dans une moindre mesure, le poste « alimentation » ont contribué à la progression de l'indice des prix hors tabac.

Évolution de l'indice des prix y.c tabac



Martinique **Guadeloupe** **Guyane** **La Réunion** **Mayotte** **France**

Glissement annuel : données mensuelles.

Taux d'inflation

	2005	2006	2007	2008	2009	Ensemble 2009 (hors tabac)
Guadeloupe	1,8 %	2,5 %	1,2 %	1,6 %	0,8 %	0,4 %
Guyane	1,5 %	3,3 %	3,0 %	3,3 %	0,8 %	0,9 %
Martinique	1,9 %	2,8 %	2,9 %	0,8 %	0,7 %	0,3 %
Mayotte	-0,5 %	3,7 %	5,0 %	5,1 %	0,9 %	ND
La Réunion	2,6 %	2,2 %	1,2 %	2,8 %	0,2 %	0,1 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	8,1 %	1,8 %	2,8 %	4,0 %	-0,8 %	ND
France	1,5 %	1,5 %	2,6 %	1,0 %	0,9 %	0,8 %

(1) Le chiffre donné correspond à l'indice des prix sous-jacent en métropole. Cet indice élimine l'impact des mesures fiscales et ne prend en compte ni les tarifs publics, ni les produits à prix volatils ou sensibles aux aléas climatiques. Cet indice n'est pas calculé dans les DOM en raison de la complexité du système fiscal.

Source : INSEE (variation de l'indice général des prix en glissement annuel au 31 décembre)

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

En 2009, le commerce extérieur s'est caractérisé par un repli des échanges dans l'ensemble des DCOM. Le ralentissement de la demande intérieure (consommation et investissement) a entraîné une diminution des importations dans l'ensemble des géographies au cours de l'année 2009. Sur l'ensemble de l'année 2009, les exportations ont également été orientées à la baisse, sauf en Guyane et à Mayotte ; dans ces deux géogra-

phies, la progression des exportations est pour une large part due à des réexportations de marchandises non produites localement. Cette évolution ne s'est pas traduite par une détérioration des taux de couverture des importations par les exportations. Ces derniers sont restés relativement stables à La Réunion et à Mayotte (+0,3 pt) et se sont améliorés à la Guadeloupe (+1 pt) et en Guyane (+2,8 pt) par rapport à 2008.

Le commerce extérieur

en millions d'euros

	2005	2006	2007	2008	2009	Variations 2009/2008
Importations						
Guadeloupe	2 211,0	2 224,3	2 404,9	2 545,6	1 799,0	-29,3 %
Guyane	734,8	749,7	757,9	1 051,4	944,7	-10,1 %
Martinique	2 273,0	2 410,3	2 429,0	2 723,3	2 024,0	-25,7 %
La Réunion	3 720,0	3 901,9	3 971,1	4 525,9	4 072,0	-10,0 %
Mayotte	218,6	253,1	336,7	374,1	355,1	-5,1 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	68,2	58,5	61,7	69,7	59,5	-14,6 %
Exportations (1)						
Guadeloupe	163,5	172,6	171,8	170,5	139,0	-18,5 %
Guyane	93,7	122,7	94,2	99,9	116,7	16,8 %
Martinique	408,0	412,7	320,0	367,1	267,5	-27,1 %
La Réunion	263,0	238,0	267,0	257,9	243,0	-5,8 %
Mayotte	5,2	5,9	6,6	4,6	5,4	18,4 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	5,5	7,0	6,0	6,5	3,7	-42,4 %
Taux de couverture (%)						
Guadeloupe	7,4 %	7,8 %	7,1 %	6,7 %	7,7 %	+1,0 pt
Guyane	12,8 %	16,4 %	12,4 %	9,5 %	12,3 %	+2,8 pt
Martinique	17,9 %	17,1 %	13,2 %	13,5 %	13,2 %	-0,3 pt
La Réunion	7,1 %	6,1 %	6,7 %	5,7 %	6,0 %	+0,3 pt
Mayotte	2,4 %	2,3 %	2,0 %	1,2 %	1,5 %	+0,3 pt
Saint-Pierre-et-Miquelon	8,1 %	12,0 %	9,7 %	9,3 %	6,3 %	-3,0 pt

(1) Ces statistiques ne tiennent pas compte des dépenses des touristes.

Source : Service des Douanes

Guyane, polders-riziculture



© M. Godet

LA DEMANDE INTÉRIEURE

Les investissements des ménages et des entreprises

L'investissement des ménages et celui des entreprises est en retrait par rapport à 2008 dans l'ensemble des géographies. Les crédits à l'habitat ont enregistré une moindre progression que l'année précédente dans l'ensemble des géographies. À La Réunion, l'investissement des entreprises s'est inscrit en recul dans la quasi-totalité des secteurs mais une légère amélioration a été observée en fin d'année. Sur l'année 2009, l'investissement des entreprises est mal orienté à Mayotte et aux Antilles, où un ensemble de facteurs (crise sociale, incertitudes sur l'évolution institutionnelle) a conduit les entreprises à différer leurs investissements. Le ralentissement de l'investissement des ménages et de celui des entreprises est relativement moins marqué en Guyane et à Saint-Pierre-et-Miquelon.



Saint-Pierre-et-Miquelon, Étang du Pont Boulot - Lotissement Bourgeois

© F. Fichot

Variations 2009/2008

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	La Réunion	Saint-Pierre-et-Miquelon
Importations de biens d'équipement (en valeur)	-14,7 %	29,8 %	-26,4 %	-35,6 %	9,5 %	ND
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs	-15,7 %	-17,8 %	-28 %	-28,7 %	-33,9 %	5,9 %
Crédit à l'habitat	5,6 %	10,8 %	15,2 %	8,8 %	4,7 %	-5,2 %

Sources : Douanes, Préfecture

La consommation des ménages

Le ralentissement de la consommation des ménages observé en fin d'année 2008 s'est poursuivi au premier semestre 2009 malgré la tendance générale à la désinflation. La dégradation s'est toutefois atténuée au second semestre 2009 dans la plupart des géographies. Sur l'ensemble de l'année 2009, la

consommation est en repli par rapport à l'année précédente. Les ventes de véhicules de tourisme ont bénéficié, comme en métropole, d'achats par anticipation générés par la baisse annoncée de la prime à la casse.

Variations 2009/2008

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	La Réunion	Saint-Pierre-et-Miquelon
Immatriculations de véhicules de tourisme neufs	-2,2 %	-17,8 %	-3,9 %	-36,2 %	-16,6 %	-2,5 %
Importations de produits des industries agricoles et alimentaires (en valeur)	-12,5 %	-10,2 %	-15,6 %	2,2 %	-0,4 %	ND
Importations de biens de consommation (en valeur)	-7,3 %	-6,4 %	-12,3 %	-0,3 %	-7,1 %	ND
Crédits à la consommation	-2,0 %	-1,0 %	-4,7 %	5,9 %	-1,8 %	-2,6 %

Sources : Douanes, Préfecture

LES TENDANCES SECTORIELLES DANS CHAQUE COLLECTIVITÉ D'OUTRE-MER

Les analyses des situations spécifiques de chaque zone sont détaillées dans les rapports annuels monographiques publiées par les agences de l'IEDOM. Ne sont présentées ici que les grandes tendances sectorielles de chaque département ou collectivité.

Guadeloupe

L'industrie agroalimentaire enregistre un bilan d'activité qui diffère selon les filières. La campagne sucrière est décevante (-12,4 % de sucre par rapport à 2008), en raison à la fois de l'enchaînement des conflits sociaux retardant le démarrage de la campagne et de la forte pluviométrie en période de récolte. En revanche, les exportations de bananes ont retrouvé dès le troisième trimestre 2009 des niveaux satisfaisants et terminent en progression sensible de près de 21 % par rapport à 2008.

Déjà ralenti en 2008, l'activité dans le secteur du BTP a connu un véritable coup d'arrêt au premier trimestre 2009, pénalisée par le contexte social qui a paralysé l'économie et retardé de nombreux projets.

Au niveau sectoriel, les activités traditionnelles (banane, sucre et pêche) se sont légèrement redressées dans la plupart des géographies. Le BTP, moteur traditionnel des économies ultramarines, a souffert des incertitudes liées à la commande publique et à l'atonie de la promotion immobilière privée. De manière générale, la conjoncture du secteur des services marchands a été affectée par le ralentissement de l'activité dans les autres secteurs. Enfin, la fréquentation touristique a chuté dans l'ensemble des géographies, excepté à La Réunion où elle s'est maintenue en 2009.

En 2009, l'activité du secteur du tourisme s'est nettement repliée. La saison touristique 2008-2009 apparaît bien en deçà des résultats obtenus ces trois dernières années. Le nombre de mouvements d'avions a diminué de 14,5 % et le trafic de passagers a enregistré un repli marqué de 9,6 %. Dans l'hôtellerie, le nombre de nuitées est en recul de 30 % par rapport à 2008 et le taux d'occupation moyen des chambres enregistre une baisse de près de 7 points.

Enfin, le secteur du commerce a été fortement affecté par le mouvement social ; le secteur des services fait également état de la dégradation de son volume d'affaires sur l'ensemble de l'année 2009.

	2005	2006	2007	2008	2009	Variations 2009/2008
Production de sucre (t)	72 800	73 700	80 800	63 500	55 600	-12,4%
Production de rhum (hap)	58 831	57 447	74 898	74 689	75 094	0,5 %
Exportation de bananes (t)	50 430	44 521	37 911	44 570	53 866	20,9 %
Consommation de ciment (t)	266 121	277 860	288 376	261 639	231 966	-11,3 %
Nombre de touristes (hors croisiéristes)	514 000 (2)	607 000	407 944	411 800	ND	-

(1) Années 2004 à 2006 : îles du Nord comprises.

(2) Hors touristes provenant des marchés américains (USA et Canada) et caribéens.

ND : Non Disponible.

Sources : Syndicat des producteurs exportateurs de sucre et de rhum, Douanes, DDCCRF, Ciment Antillais, Comité des îles de Guadeloupe, INSEE

Guadeloupe, îlet du Gosier





Guyane, bac La Gabrielle sur le Maroni



Guyane, îles du Salut

Guyane

Le secteur primaire, plus particulièrement la pêche et la riziculture, a de nouveau connu des difficultés en 2009. Les filières traditionnelles agricoles (abattage de bovins et porcins notamment) enregistrent en revanche des résultats plutôt favorables après une période de stagnation.

L'activité spatiale¹ a été bien orientée en 2009, avec 12 satellites géostationnaires mis en orbite (contre 10 en 2008) et 7 tirs d'Ariane 5. La préparation des infrastructures du site de lancement Soyouz a continué à avoir des effets directs positifs sur les autres secteurs économiques du département.

L'activité du BTP rencontre de grandes difficultés depuis la fermeture du pont du Larivot fin novembre 2009, induisant des contraintes d'approvisionnement en matériaux (sable, ciment),

une réorganisation de l'activité et une augmentation des coûts de logistique. Le volume de ciment vendu dans le département s'inscrit en baisse par rapport à 2008 (-17,2 %).

En dépit d'un énorme potentiel, la production du secteur aurifère reste faible en 2009.

Enfin, le secteur du bois reste dans une bonne dynamique de croissance. Le volume cumulé de grumes sorties de forêt progresse de 18,2 % sur l'année 2009.

¹ Le secteur spatial représente de l'ordre de 15 % du PIB guyanais, soit près de 10 % d'effets indirects (activités générées par les sous-traitants), 3 à 4 % d'effets directs (activités propres au spatial, donneurs d'ordres), et 2 % d'effets induits par l'ensemble des agents économiques.

	2005	2006	2007	2008	2009	Variations 2009/2008
Production de riz (t)	17 774	15 073	8 671	9 704	9 035	-6,9 %
Pêche crevette (t)	2 964	2 239	2 362	1 496	1 326	-11,4 %
Production totale d'or (kg)	2 551	3 079	2 425	1 504	ND	-
Nombre de tirs d'Ariane	5	5	6	6	7	16,7 %
Vente de ciment (t)	60 091	72 905	86 730	97 461	80 701	-17,2 %

Sources : Direction de l'agriculture et de la forêt, Douanes, Direction départementale des affaires maritimes, Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, Arianespace, Ciments guyanais

Martinique

L'année 2009 a été marquée par une nette reprise de la production de bananes (190 000 tonnes contre 147 000 en 2008). En dépit de conditions d'exploitation difficiles, la campagne cannière 2009 a permis de récolter 223 000 tonnes de cannes (+7,2 % par rapport à 2008).

Le secteur du bâtiment et des travaux publics a connu une baisse d'activité sur ses différents marchés. La diminution de la construction de logements, l'attentisme des investisseurs, lié aux incertitudes relatives à l'évolution institutionnelle, et la perte d'image suite aux mouvements sociaux du début d'année ont bridé le marché de la promotion immobilière. S'y sont ajoutés les retards de programmation de plusieurs chantiers publics.

Le secteur du tourisme, déjà touché par le ralentissement mondial, a été durement affecté par le conflit social, intervenu en haute saison. Le nombre de passagers à l'aéroport s'est replié de 4,9 % sur l'année 2009, soit une baisse plus accentuée que celle du trafic passager mondial (-3,5 %). Le nombre de croisiéristes a chuté de 30 % par rapport à l'année 2008.

L'atonie généralisée de l'activité a eu des répercussions sur le secteur des services aux entreprises et sur le commerce. Après la forte baisse de l'activité enregistrée au premier semestre, le chiffre d'affaires des huit hypermarchés de l'île a retrouvé un niveau proche de 2008, limitant la baisse sur l'année à -7,1 %.

	2005	2006	2007	2008	2009	Variations 2009/2008
Production de sucre (t)	4 400	4 000	5 800	4 700	5 600	19,1 %
Production de rhum (hap)	67 200	62 500	79 400	74 500	70 600	-5,2 %
Exportation de bananes (t)	228 400	216 800	134 000	147 100	190 000	29,2 %
Production de ciment (t)	234 200	259 200	264 900	263 700	200 800	-23,9 %
Nombre de touristes (hors croisiéristes et plaisanciers)	484 127	503 474	501 491	479 933	441 647	-8,0 %

Sources : CTCS, Douanes, DRCCRF, Ciment Antillais, Comité Martiniquais du Tourisme

La Réunion

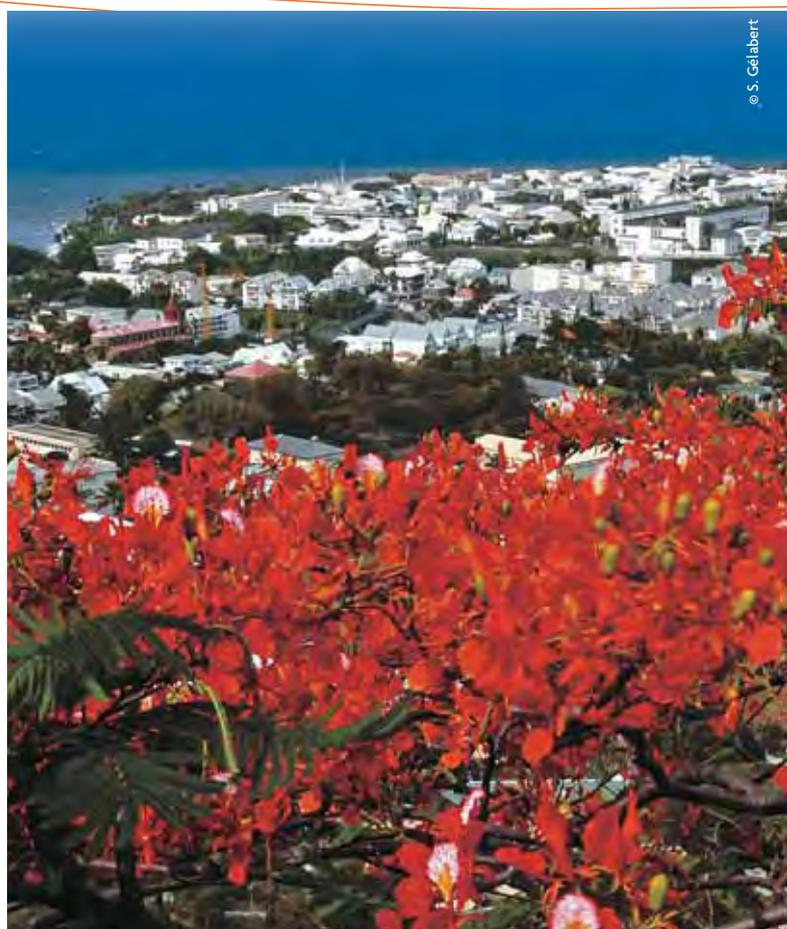
À La Réunion, l'ensemble des secteurs, à l'exception de l'agriculture et du tourisme, ont été touchés par le ralentissement économique en 2009.

Le secteur agricole a maintenu son courant d'affaires mais quelques indicateurs, tels que la collecte de lait et les exportations de produits de la pêche, font état d'une activité moins soutenue en fin d'année. La campagne sucrière a enregistré une augmentation de la production de sucre brut (+6,9 % par rapport à la campagne 2008).

Après plusieurs années de forte croissance, l'activité du secteur de la construction et des travaux publics s'est fortement dégradée en 2009, occasionnant la destruction de plus de 5 000 emplois en un an. L'achèvement de chantiers de grande envergure, au premier rang desquels figure la route des Tamarins, et l'abandon ou le report de nombreux projets par les municipalités ont engendré un véritable « trou d'air » dans l'activité du secteur. En lien avec l'évolution du BTP dont elle est fortement tributaire, l'activité de l'industrie manufacturière a poursuivi son repli.

L'atonie de la consommation des ménages a conduit à un affaiblissement de l'activité dans le commerce et l'industrie agro-alimentaire. La légère reprise de l'économie en fin d'année et la hausse de la consommation des ménages semblent avoir bénéficié au secteur des services marchands.

L'activité touristique a peu subi les conséquences de la crise internationale et La Réunion a retrouvé en 2009 des niveaux de fréquentation proches de ceux de 2005, avant la « crise du chikungunya ». Le trafic « passagers » sur l'axe Réunion/métropole est en hausse de 5,3 % sur l'année et le taux d'occupation des hôtels membres de l'Union des Hôtels de la Réunion s'améliore de +0,6 point en 2009.



La Réunion, vue de Saint-Denis

© S. Gélabert

	2005	2006	2007	2008	2009	Variations 2009/2008
Production de sucre	202 000	205 000	158 000	194 000	207 000	6,7 %
Production de rhum (hap)	78 929	92 263	110 109	119 032	111 075	-6,7 %
Pêche (tonnes exportées)	3 939	3 628	566	1 035	641	-38,0 %
Vente de ciment (t)	517 774	569 471	620 315	583 454	ND	-
Nombre de touristes (hors croisiéristes et plaisanciers)	409 000	278 800	380 500	ND	ND	-

Sources : Centre Technique Interprofessionnel de la Canne à Sucre, Douanes, CER-BTP, INSEE (enquêtes annuelles), Comité du tourisme de la Réunion, DDE

Martinique, bananes



© Phovoir



Mayotte, les 210 marches d'Acoua

© S. Bouvier-Gaz

Mayotte

À Mayotte, pour la deuxième année consécutive, la quasi-totalité des secteurs ont enregistré une diminution de leur courant d'affaires. Seuls le tourisme et l'agro-alimentaire semblent terminer l'année sur une note favorable.

La situation du secteur primaire reste préoccupante. En 2009, 2,2 tonnes d'ylang-ylang ont été exportées (contre 6,6 tonnes en 2008), soit une chute de 67 % sur un an ; sur la même période, les exportations de poissons d'élevage ont baissé de 6,5 % en volume.

Avec des carnets de commande à leur plus bas niveau au dernier trimestre, le secteur du BTP connaît une diminution de son activité que confirme la contraction du tonnage de ciment

importé. L'année 2008 a néanmoins enregistré une forte consommation de ciment en raison de la réalisation de gros chantiers au port de Longoni.

L'activité du secteur du tourisme s'est redressée sur la fin de l'année. Au quatrième trimestre, les hôtels ont enregistré une reprise de leur taux d'occupation et on a observé une progression du nombre de passagers enregistrés à l'aéroport (près de +20 % par rapport au quatrième trimestre 2008).

Enfin, l'activité du secteur des services marchands s'est dégradée sur l'ensemble de l'année 2009, avec toutefois une atténuation de la dégradation au dernier trimestre.

	2005	2006	2007	2008	2009	Variations 2009/2008
Exportation d'ylang-ylang (t)	7,7	7,8	8	6,6	2,2	-66,7 %
Exportation de produits d'aquaculture frais et entiers (t)	130,1	118	119,6	95,2	89	-6,5 %
Importations de ciment (t)	78 901	84 272	86 475	196 246	95 742	-51 %
Nombre de touristes (estimations)	39 000	32 000	40 670	37 956	ND	-

Sources : Douanes, Comité départemental du tourisme de Mayotte (estimations), Conseil Général

Saint-Pierre-et-Miquelon

À Saint-Pierre-et-Miquelon, l'activité de la pêche industrielle a été en retrait, avec une diminution de la production de 12 % par rapport à la saison 2008. En revanche, les prises artisanales de morue se sont accrues de 39,4 % (en cumul sur la saison). L'intégralité du quota de morue a pu être pêchée grâce à une gestion plus fine des quotas et à l'allongement de la saison permise par l'acquisition d'un bateau de 35 mètres adapté aux conditions hivernales de mer.

Les dysfonctionnements du transport maritime de passagers ont pénalisé la fréquentation touristique de l'archipel durant la période estivale. Le nombre de touristes entrés sur le territoire en 2009 enregistre au total une réduction de 24,7 % en cumul annuel.

La baisse de la fréquentation touristique a eu un impact sur l'activité des commerces et de la restauration qui a été moins dynamique qu'en 2008.



Saint-Pierre-et-Miquelon, l'île aux Marins au crépuscule

© F. Dufresne

	2005	2006	2007	2008	2009	Variations 2009/2008
Pêche artisanale (t) (1)	1 641	1 332	1 693	1 388	1 534	10,5 %
Pêche industrielle (t) (1)	1 738	1 844	1 925	1 610	1 420	-11,8 %
Importations de ciment (t)	1 926	1 290	1 760	ND	ND	-
Trafic aérien (2)	12 501	11 831	11 963	12 554	12 873	2,5 %
Trafic maritime (2)	14 799	13 552	12 834	16 192	11 346	-29,9 %

(1) La campagne de l'année n débute en avril de l'année n et se termine en mars de l'année n+1.

(2) Nombre de passagers entrés dans l'archipel.

Sources : Affaires maritimes, Douanes, Police Aux Frontières

Saint-Martin

Fondée principalement sur le tourisme et le BTP, l'activité a subi en 2009 les conséquences de la crise économique, en grande partie en raison de la baisse de fréquentation de la clientèle touristique américaine. La crise a eu en outre des répercussions sur les activités para-touristiques, les visiteurs, moins nombreux, ayant tendance à limiter leurs dépenses, ce qui a

entraîné la fermeture de commerces et, dans une moindre mesure, de restaurants. La chute du tourisme a entraîné en 2009 un net ralentissement dans le BTP. Le secteur a résisté grâce à la commande publique, stimulée par les chantiers mis en œuvre par la nouvelle Collectivité.

	2005	2006	2007	2008	2009	Variations 2009/2008
Trafic aérien	170 573	175 119	186 236	188 227	192 891	2,5 %
Trafic aérien (1)	638 434	642 923	655 643	663 637	ND	
Nombre de croisiéristes	8 144	8 843	8 500	9 146	13 383	46,3 %
Nombre de croisiéristes (1)	1 496 605	1 430 488	1 430 406	1 354 958	ND	
Nombre de chambres d'hôtel	2 035	1 636	1 663	1 893	1 839	-2,9 %
Coefficient d'occupation des chambres	52,9 %	60,1 %	60,1 %	56,2 %	49,9 %	-6,3 pt

(1) Partie hollandaise incluse.
ND : Non Disponible.

Sources : Office du tourisme de Saint-Martin, Aéroports Grand-Case et Princess Juliana, Régie municipale du port, Association des Hôteliers de Saint-Martin (AHSM)

NB : sauf mention contraire, les données concernent uniquement la partie française de l'île de Saint-Martin.

Saint-Barthélemy

L'économie de Saint-Barthélemy repose essentiellement sur le tourisme haut de gamme. En 2009, l'économie a souffert de la crise économique aux États-Unis qui a engendré un ralentissement dans ses deux principaux secteurs (tourisme et immobilier). Le trafic aérien a été fortement ralenti en 2009 (-11,1 % par rapport à 2008, 2009 étant la plus mauvaise année depuis

1996) mais le trafic maritime s'est maintenu (+2 % en 2009 pour le nombre de passagers sur ferries) et le nombre de croisiéristes a progressé (+12,4 %). En 2009, le BTP a été pénalisé par l'atonie de la promotion privée mais la commande publique a permis au secteur de se maintenir.

	2005	2006	2007	2008	2009	Variations 2009/2008
Importations de ciment (t)	12 483	13 144	15 927	14 567	13 657	-6,2 %
Trafic aérien	159 094	174 620	180 413	164 282	145 969	-11,1 %
Nombre de croisiéristes	54 693	45 636	45 039	42 477	47 732	12,4 %
Nombre de passagers sur yachts	32 631	35 966	39 364	34 564	31 834	-7,9 %
Nombre de passagers sur ferries	67 821	64 967	61 817	59 100	60 264	2,0 %
Nombre d'hôtels	34	31	29	26	32	23,1 %
Nombre de chambres d'hôtel	591	623	499	520	543	4,4 %

ND : Non Disponible.

Sources : Régie du droit de quai, Port de Gustavia, Office municipal du Tourisme de Saint-Barthélemy

Saint-Barthélemy, la capitainerie

